hansard de la session spéciale, le premier ministre disait :

Qu'il me suffise d'assurer le très honorable chef de l'opposition et ses amis que nous allons tenir nos promesses.

Et, à la page 45 :

Ce sont les projets dont le corps électoral a été saisi, sur lesquels il a été renseigné et dont avec l'avènement au pouvoir de notre parti, il attend la réalisation. Nous allons essayer de donner effet aux propositions dont nous avons entretenu les électeurs.

Relativement à cette grande question d'un débouché pour la région de la rivière de la Paix, le premier ministre, parlant à Vancouver-Nord, le 18 juin 1930, s'exprimait ainsi :

Lorsque je serai premier ministre après le 28 juillet, je verrai à ce que mes promesses soient accomplies ou le gouvernement périra à la tâche.

Parlant au nom de la Colombie-Anglaise, province de l'extrême-ouest,—et non pas au point de vue du parti,—je déclare que nous regrettons sincèrement que le discours du trône ne mentionne rien concernant les intentions du Gouvernement relativement à l'établissement de cette ligne. Je désire rappeler au Gouvernement que la construction de cette voie ferrée est d'une importance vitale, non seulement pour la Colombie-Anglaise, mais pour le Canada tout entier. Si on lançait cette grande entreprise, on contribuerait à diminuer le chômage dans la Colombie-Anglaise tout en jetant les bases d'un vaste et riche empire dans la région de la rivière de la Paix.

Je passe maintenant aux questions nationales que mentionne le discours du trône. Je vois d'abord la question du chômage. Nous avons débattu la question dans cette Chambre depuis trois semaines et, jusqu'à présent, le Gouvernement n'a pas exposé ses vues pour l'année courante sur les mesures nécessaires relativement à la solution de ce problème. La Chambre ne devrait pas, je crois, conclure ce débat avant que le ministre de l'Agriculture (M. Weir) nous ait exposé sa politique concernant les remèdes à apporter aux conditions agricoles dans tout le Canada et avant que le ministre suppléant du Travail (M. Gordon) nous ait fait part des intentions du Gouvernement relativement à la situation ouvrière qui est pire que celle à laquelle nous avions à faire face en septembre dernier à la session spéciale.

Je désire protester avec vigueur contre l'absence continuelle du premier ministre dans cette Chambre. Je me rappelle très bien qu'en septembre dernier, alors que nous discutons l'urgence du départ du premier ministre pour la conférence impériale, notre très honorable ami prit la parole et déclara qu'il

considérerait de son devoir de rester dans cette Chambre plutôt que de se rendre à la conférence impériale en Angleterre.

M. BELL (Saint-Antoine) : Pas en ces termes.

L'hon. M. MACKENZIE : On trouvera sa déclaration dans le hansard de la session spéciale. Je fais remarquer au ministre des Chemins de fer et des Canaux que le problème du chômage, est, à mon avis, plus compliqué encore qu'au mois de septembre dernier. Je puis lui citer des statistiques établissant qu'il en est bien ainsi dans ma province et dans les autres, et que si le premier ministre devait nécessairement assister aux séances de la Chambre pendant la session spéciale, il lui est à coup sûr aussi nécessaire de se trouver ici à l'heure actuelle. De fait, les représentants de tous les partis s'efforcent de trouver le meilleur remède possible à la crise économique qui bouleverse le Canada tout entier.

Un MEMBRE : Il fait un travail plus utile.

L'hon. M. MACKENZIE : C'est insulter le Parlement. Aucun député ne saurait faire un travail plus utile que celui d'être au poste que lui a fait l'honneur de lui confier les électeurs qui l'ont envoyé ici. Il est utile maintenant de rappeler les promesses faites. Je regrette que le premier ministre ne soit pas ici, mais je suppose que le ministre de la Justice (M. Guthrie), le ministre des Pêcheries (M. Rhodes), et le ministre des Chemins de fer et des Canaux assumeront solidairement la responsabilité de chacune des paroles tombées des lèvres du premier ministre au cours de la campagne. Ils doivent agir ainsi ou cesser de le reconnaître comme leur chef. Parlant dans sa propre ville de Calgary le 12 juin, le premier ministre a dit ce qui suit :

Nous sommes dans un pays neuf et rien ne peut excuser le chômage au Canada lorsque le Gouvernement fait son devoir.

Ces paroles sont vraies ou elles ne le sont pas. Si elles n'étaient pas exactes le premier ministre s'est lui-même rendu coupable de ce dont il m'a accusé l'autre jour lorsque, parlant sur cette résolution, il a employé le mot "déception" à mon endroit. Si ces paroles étaient vraies, elles le sont encore et je tiens à les répéter pour le bénéfice de la bonne judiciaire du ministre de la Justice :

Nous sommes dans un pays neuf et rien ne peut excuser le chômage au Canada lorsque le gouvernement fait son devoir.

Parlant à Edmonton le 13 juin le premier ministre a dit encore :

Je répète ici que je convoquerai le Parlement le plus tôt possible pour appliquer immédiatement le remède : de l'emploi pour tous ceux qui peuvent et veulent travailler.